

PLAN DE MISE EN ŒUVRE HUMANITAIRE RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MONTANT: 22 500 000 EUR

0. CHANGEMENTS DEPUIS LA VERSION PRECEDENTE DU HIP

Depuis la fin 2013, les affrontements entre groupes armés ont considérablement augmenté. Ces événements ont entraîné avec eux la plus grande période d'escalade de violence intercommunautaire avec le déplacement de près de 1 000 000 de personnes à travers le pays, dont plus de 500 000 à Bangui. En outre, cette détérioration de la sécurité a conduit à de nouvelles vagues de déplacements de centrafricains ainsi que de ressortissants de pays tiers vivant en RCA, vers les pays voisins (notamment au Tchad, en République Démocratique du Congo, en République du Congo et au Cameroun). Depuis décembre 2013, plus de 70 000 réfugiés centrafricains ont cherché refuge dans les pays voisins. De plus, le nombre de ressortissants de pays tiers évacués depuis la RCA vers les pays voisins est d'environ 97 000 personnes.

Malgré l'élection le 20 janvier du nouveau Président de transition, Mme Catherine Samba-Panza, de nombreuses exactions et pillages sont encore signalés à Bangui mais aussi dans le reste du pays. La situation humanitaire reste dramatique et notamment pour les civils, musulmans pour la plupart, qui constituent la cible de violences. La situation sécuritaire est instable et fragile notamment dans la partie nord du pays.

Bien que le nombre de DPI (personnes déplacées internes) dans le pays ait diminué depuis la fin du mois de janvier, la situation humanitaire demeure désastreuse. A Bangui, il y a encore 190 000 personnes déplacés internes (en date du 17 mars), tandis que dans l'ensemble du pays, le nombre de déplacés s'élève à plus de 615 000 personnes.

Les violences interconfessionnelles, l'insécurité et le banditisme empêchent le reste des populations déplacées de retourner chez eux. Plus de la moitié de la population du pays de 4,6 millions d'habitants est dans le besoin. Il faut s'attendre à ce que la situation humanitaire continue de se détériorer en 2014 en raison du déplacement massif de populations et des destructions qu'on subit beaucoup de ménages depuis décembre 2013.

Parallèlement, l'impact des mouvements de population (réfugiés et rapatriés) fuyant vers les pays voisins doit également être pris en compte en soutenant les efforts déployés afin d'assurer la couverture des besoins humanitaires.

Suite à la Conférence de haut niveau, conjointement organisée par ECHO en janvier 2014, et compte tenu de la situation humanitaire décrite ci-dessus, la Commission européenne a décidé d'augmenter de 8 000 000 d'euros le budget du HIP 2014 pour la République centrafricaine. Cette augmentation est faite en parallèle des augmentations prévues pour les HIP 2014 pour le Cameroun, le Tchad et la République Démocratique du Congo (avec un montant total de 4 000 000 euros). Ainsi, le financement supplémentaire total fourni par la DG ECHO s'élève à 12 000 000 d'euros.

Les 8 000 000 d'euros de financement supplémentaire seront utilisés pour soutenir la réponse immédiate aux besoins fondamentaux des personnes touchées par la violence et les conflits en RCA.

1. CONTEXTE

La République centrafricaine (RCA), dont la population est estimée à plus de 4 millions d'habitants, est l'un des États les plus pauvres au monde et a récemment été classée parmi les dix pays les plus dangereux de la planète (153^e sur 162) selon l'indice mondial de la paix (*Global Peace Index*). Depuis plusieurs dizaines d'années, la RCA souffre d'une mauvaise gouvernance et n'a pas été en mesure de s'affranchir des conflits armés. Le cadre d'analyse intégré de la DG ECHO¹ pour la période 2013-2014 place la RCA au sommet de son échelle des besoins en matière de crise (besoins extrêmes dans le domaine humanitaire) et de vulnérabilité (très élevée). La situation continue d'y être qualifiée de «crise oubliée».

La situation en RCA s'est considérablement dégradée en 2013 en raison de la déstabilisation du régime, en décembre 2012, à la suite des attaques menées par une coalition de rebelles (la SELEKA) originaires du nord-est du pays, qui ont finalement abouti au renversement du président François Bozizé le 24 mars. Début septembre, la plupart des structures de transition étaient en place. En juillet, la charte constitutionnelle a été adoptée et le Conseil de transition a été institué, et le Premier ministre Nicolas Tiangaye a été confirmé à son poste. En août, une élection a renouvelé la composition du Conseil de transition et, le 18 août, Michel Djotodia a prêté serment pour devenir le nouveau président de la République centrafricaine. Malgré les tentatives pour enclencher un processus politique, la situation a continué de se dégrader sur le terrain (dans la capitale et dans les provinces), avec la multiplication des combats et des attaques de civils et, depuis septembre 2013, des confrontations entre la SELEKA et d'autres groupes armés pour des motifs religieux. Cette évolution fait courir un risque majeur de voir le pays tomber dans l'engrenage des affrontements intercommunautaires.

Tout au long de la crise de 2013, les civils ont été victimes d'exactions quotidiennes, encouragées par un sentiment généralisé d'impunité. L'une des principales caractéristiques de cette crise est l'extrême violence dont est victime la population civile: des milliers de maisons ont été brûlées et des centaines d'exécutions arbitraires de civils ont eu lieu. Le pillage des résidences privées, des bureaux administratifs, des entreprises et des installations médicales a réduit à néant les maigres progrès qui avaient été accomplis au cours des dix dernières années et plongé le pays dans le chaos, éloignant ainsi la perspective d'une transition entre une phase d'assistance humanitaire et la mise sur pied de projets de développement.

Les acteurs humanitaires travaillent dans un environnement particulièrement difficile. Ils ont subi des pillages et ont perdu une partie de leurs stocks, de leurs véhicules et de leur équipement.

La République centrafricaine est passée d'une situation de crise larvée et oubliée, caractérisée par un sous-développement chronique et des urgences localisées – entraînant régulièrement le franchissement des seuils d'urgence des indicateurs humanitaires – à une crise aiguë, touchant la totalité du territoire et de la population.

¹ Direction Générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO)

Avant les événements de 2013, le pays affichait déjà l'un des plus mauvais indices de vulnérabilité de la DG ECHO (à la troisième place, juste derrière la Somalie et le Soudan du Sud) et se classait, en 2012, au 180^e rang sur 186 de l'indice de développement humain du PNUD². Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait à 482 USD en 2011 (source: Banque mondiale), 62 % de la population vit dans la pauvreté, et près des trois cinquièmes subsistent avec moins de 1,25 USD par jour. Alors que la RCA n'était déjà pas en situation d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, la situation s'est considérablement dégradée depuis la prise du pouvoir par la SELEKA. L'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire et l'affaiblissement des institutions centrafricaines touche la majeure partie du pays et nécessite un renforcement d'urgence de la réponse humanitaire, dans un contexte où les organisations et les agences concernées ont perdu la plupart de leurs capacités opérationnelles.

2. BESOINS HUMANITAIRES

1) Populations touchées / bénéficiaires potentiels

On considère que l'intégralité de la population, soit 4,6 millions d'habitants, est touchée par la crise humanitaire et politique actuelle. D'après les informations fournies par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), il est estimé que 1,6 million de personnes sont en situation d'extrême vulnérabilité dans l'ensemble du pays.

Le récent conflit intérieur a entraîné une augmentation des déplacements. Il y aurait plus de 225 000 déplacés internes (IDP) dans le pays, mais ce chiffre pourrait être sous-estimé, les difficultés d'accès ne permettant pas de procéder à une évaluation complète de la situation. La crise a poussé plus de 62 000 réfugiés à traverser les frontières de la RCA, s'ajoutant ainsi aux 150 000 autres qui avaient déjà fui au cours des années précédentes.

Jusqu'à présent, il est estimé que 484 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire, et une dégradation de la situation est prévisible puisque les récoltes seront considérablement réduites dans tout le pays.

2) Description des besoins humanitaires les plus urgents

Protection: la crise actuelle se caractérise par des violations généralisées et à grande échelle du droit international humanitaire et des droits de l'homme, à savoir des meurtres et des mutilations, des viols, des enlèvements, des enrôlements forcés – y compris d'enfants – la perte de pièces d'identité, la privation de liberté de circuler, des vols, des taxations illégales, la destruction de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que l'occupation de maisons, d'écoles et de locaux médicaux. L'impunité dont jouissent les auteurs de ces actes continue d'exposer la population à ces exactions. Dans certains cas, les distributions humanitaires sont suivies d'une «taxation» des bénéficiaires de l'assistance. La population est par conséquent profondément traumatisée et un sentiment omniprésent de peur est ressenti dans la plus grande

² Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

partie du pays. L'ampleur des exactions commises sur tout le territoire rend difficile la conduite d'un suivi approprié de la protection, pourtant nécessaire afin d'étayer les informations sur la base desquelles les mesures de sensibilisation dont le pays a tant besoin devraient être préparées.

Santé et alimentation: la crise actuelle a démantelé les structures d'un système de santé déjà fragile. Les installations sanitaires ont été pillées, le personnel de santé a fui et la chaîne d'approvisionnement médical s'est complètement effondrée. Par ailleurs, du fait de la situation sécuritaire, l'accès aux services de santé s'est dégradé au cours des mois écoulés.

En outre, les agences pour le développement ont interrompu leur soutien aux programmes sanitaires, et les capacités déjà limitées des pouvoirs publics en matière de fourniture de services sont désormais à l'arrêt.

Même s'il est difficile d'obtenir des données récentes fiables, toutes ces circonstances réunies, associées à l'insécurité alimentaire aiguë dont fait état l'évaluation effectuée par les acteurs humanitaires présents dans le pays, vont entraîner une nouvelle dégradation de la situation sanitaire et alimentaire des populations les plus vulnérables, en particulier des enfants âgés de moins de cinq ans, et vont contribuer à une augmentation du taux de mortalité dans les 18 mois à venir.

De même, les conséquences de ces traumatismes récurrents sur l'état de santé mentale de la population sont peu documentées et insuffisamment prises en considération. Cependant, les observations directes effectuées par les acteurs humanitaires, y compris le personnel de la DG ECHO, soulignent le traumatisme considérable en lien avec les problèmes sécuritaires persistants depuis 2013 et les attaques sur la population civile.

Assistance et sécurité alimentaires: la nourriture, les récoltes, les semences et les équipements productifs (outils, bétail, etc.) ont fait l'objet de vols et de pillages. L'insécurité régnant pendant la préparation et la plantation des cultures a réduit les surfaces cultivées et a limité l'entretien des champs, ce qui entraînera vraisemblablement une diminution des récoltes à l'automne 2013. Dans certaines zones, la présence de tribus nomades hostiles restreint considérablement l'accès aux champs, et des collectivités entières n'ont pas pu effectuer de plantations en 2013. D'autres activités de subsistance (collecte de miel, commerce, etc.) pâtissent également de l'insécurité, et les fonctions de négoce sont compromises par les pillages et les «taxations» aux points de contrôle. Les foyers situés dans les zones les plus touchées par les conflits souffriront donc du manque de nourriture disponible, et la baisse des revenus limitera leur accès à ces produits.

Les mauvaises récoltes vont limiter la disponibilité de la nourriture, et les marchés ne seront peut-être pas en mesure de répondre à la hausse de la demande provoquée par l'insécurité et les problèmes rencontrés par les foyers pour accéder aux produits alimentaires. L'utilisation de la nourriture, y compris pour des pratiques de soins et d'alimentation, sera vraisemblablement compromise, avec une incidence concomitante sur la consommation alimentaire, en particulier chez les femmes et les enfants. L'insécurité alimentaire aiguë, le dysfonctionnement des services sanitaires

et le relâchement des pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène entraîneront une augmentation considérable du risque de malnutrition aiguë et favoriseront l'adoption de stratégies de survie, y compris à travers l'érosion des biens productifs et l'exposition à des risques (prostitution, enlèvements, violences, etc.) dans le but d'obtenir de la nourriture.

Eau, assainissement, hygiène, abris et articles non alimentaires: avant la crise, moins de 35 % de la population rurale avait accès à un système d'approvisionnement en eau de qualité et entretenait de bonnes pratiques en matière d'assainissement et d'hygiène. En raison de la crise, et avec la destruction, le pillage ou la dégradation d'un grand nombre d'installations publiques et privées, de nombreuses personnes ont été obligées de fuir et vivent encore dans la brousse. Dans ces conditions, il est devenu extrêmement difficile de trouver et de se procurer une eau sans danger pour la consommation et l'hygiène. Il faut rétablir les services élémentaires en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène et promouvoir de meilleures pratiques en matière d'hygiène.

Logistique: de manière générale, le réseau routier de la RCA est extrêmement mauvais et certaines régions sont habituellement enclavées pendant une partie de l'année. L'insécurité qui règne dans le pays complexifie encore davantage la question de l'accessibilité, ce qui rend la fourniture d'une assistance humanitaire d'autant plus difficile, voire impossible dans certaines zones reculées. Les organisations présentes dépendent donc du service aérien humanitaire pour fournir une assistance.

3. REPONSE HUMANITAIRE

1) Réponse et participation locales et nationales

Le coup d'État du 24 mars a plongé la République centrafricaine dans le chaos. Les nouvelles autorités n'ont pas été en mesure de sécuriser le territoire, de rétablir le système de santé, ni de fournir l'assistance dont la population a besoin. Elles ont sollicité un appui humanitaire et se sont officiellement efforcées de faciliter autant que possible cette réponse humanitaire. Cependant, on observe des cas de harcèlement, de vol et de meurtre de travailleurs humanitaires par des groupes ou des individus affiliés aux nouvelles autorités. Les ONG locales, dont l'influence était déjà faible en RCA avant le coup d'État, sont particulièrement touchées par le conflit.

2) Réponse humanitaire internationale

En dépit de l'étendue des besoins, les fonds humanitaires demeurent rares en RCA. Les appels de fonds conjoints restent insuffisamment financés: en 2012, ils n'ont permis de couvrir que 42 % des 139 000 000 USD qui avaient été demandés. Les appels de fonds conjoints pour 2013 s'élevaient initialement à 129 311 203 USD et ont été relevés pour atteindre 195 136 527 USD. Le taux de couverture était de 35 % au 19 septembre.

La crise actuelle a cependant entraîné une certaine mobilisation des fonds humanitaires en vue de son règlement. En juillet 2013, la commissaire européenne en charge de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises et le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires humanitaires ont effectué une visite conjointe en RCA (à Bangui et Kaga Bandoro), dans l'objectif de sensibiliser la communauté internationale à la situation dans le pays. Cette visite s'est accompagnée d'un plaidoyer au plus haut niveau pour: a) trouver d'urgence une solution politique à la crise et restaurer les conditions de sécurité et b) mobiliser la réponse humanitaire (financements et présence sur le terrain) en faveur de la RCA.

D'après le service de suivi financier des Nations unies, les principaux donateurs au profit de la RCA ont été, au premier semestre 2013, l'Union européenne (19,2 %), les États-Unis (18,8 %), le Japon (9,6 %), la Suède (8,6 %) et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations unies (8,4 %).

Les organisations internationales non gouvernementales (OING) et les Nations unies ont été victimes de pillages à grande échelle. Certains acteurs ont dû quitter le pays ou réduire leurs activités pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois. Même s'ils ont perdu une partie de leurs capacités de réponse, les membres de la communauté humanitaire, et en particulier les organisations internationales non gouvernementales et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont repris ou ont renforcé leurs opérations.

3) Contraintes et capacités de réponse de la DG ECHO:

Sécurité: la sécurité de la population en général, des acteurs humanitaires et des bénéficiaires en particulier représente la principale contrainte dans un environnement aussi instable et imprévisible sur la totalité du territoire, y compris dans la capitale. Grâce aux fonds supplémentaires affectés à la RCA en 2013, la DG ECHO a pris des mesures de soutien aux organisations internationales non gouvernementales pour la coordination et le conseil dans le domaine de la sécurité. Moyennant la réussite de cette initiative, la DG ECHO entend poursuivre le renforcement des capacités des acteurs humanitaires en matière d'analyse des dangers auxquels les bénéficiaires, ainsi qu'eux-mêmes, sont exposés.

Accès/espace humanitaire: Des incidents prenant pour cibles des acteurs humanitaires sont encore signalés, y compris dans la capitale. Il est difficile d'accéder aux populations les plus vulnérables, et il est nécessaire de négocier quotidiennement avec les nouvelles autorités de fait. Certaines écoles et installations sanitaires sont toujours occupées par des groupes armés, et plusieurs forces et groupes armés sont répartis sur l'ensemble du territoire. Dans ce contexte, la DG ECHO plaide en faveur du respect de l'espace humanitaire et des principes humanitaires, et appelle au règlement des problèmes au niveau local et international, le cas échéant.

En outre, le réseau routier est en très mauvais état et s'est particulièrement dégradé au cours des douze derniers mois. Par conséquent, certaines zones du pays sont coupées de Bangui pendant la saison des pluies. La DG ECHO encouragera et soutiendra, dans certains cas, les programmes visant à garantir un accès humanitaire aux zones les plus touchées, notamment par transport aérien.

Capacités des partenaires et coordination humanitaire: dans la mesure où la sécurité demeure un problème majeur et où les conditions de vie sont difficiles en RCA, les organisations internationales sont confrontées à une rotation élevée de leurs effectifs, ce qui affecte leurs capacités d'analyse contextuelle et leur efficacité opérationnelle. La DG ECHO souhaite continuer à aider les acteurs humanitaires à renforcer leurs stratégies et leurs systèmes de sécurité dans l'optique du maintien de leurs opérations en RCA.

En outre, malgré la situation d'urgence et le nombre restreint d'acteurs humanitaires présents dans le pays, la coordination demeure un problème majeur et reste un point faible particulièrement saillant. Le renforcement du système de coordination restera une priorité pour la DG ECHO, pour autant que les parties intéressées affichent une volonté claire d'améliorer la situation.

Capacités d'absorption sur le terrain et efficacité des opérations: la progression de la sensibilisation au niveau international et la hausse des financements ont entraîné une légère augmentation du nombre de nouveaux partenaires. Cette évolution est à la fois une bonne nouvelle, car elle accroît les capacités de fourniture de services, mais aussi un défi, car elle exigera la mise à disposition de financements supplémentaires.

4) Réponse envisagée de la DG ECHO et résultats attendus des interventions d'aide humanitaire

En 2014, la DG ECHO souhaite maintenir le niveau de son engagement en RCA, tant sur le plan financier que sur celui de la sensibilisation. La DG ECHO est un membre ou un observateur actif dans divers forums et groupes de travail humanitaires, et continuera de plaider en faveur d'une amélioration de la sécurité des populations affectées et du respect de l'espace et des principes humanitaires. DG ECHO est l'un des deux seuls donateurs ayant une représentation humanitaire à Bangui.

Afin d'exploiter les synergies et d'éviter les doubles emplois, la DG ECHO va intensifier ses efforts de coordination avec les États membres et les autres donateurs, tant sur le terrain qu'en son siège. La DG ECHO concentrera ses interventions dans les domaines où les besoins sont les plus urgents et qui retiennent moins l'attention des donateurs, et favorisera des approches conjointes entre donateurs.

Devant l'urgence et la complexité de la crise en RCA, avec une intrication des besoins humanitaires et de développement, la DG ECHO recherchera des synergies tant avec les acteurs du développement qu'avec les donateurs. Dans tous les secteurs, les interventions privilégieront, lorsque c'est possible, une démarche reposant sur les acteurs locaux dans la définition de solutions viables pour renforcer la résilience et répondre aux besoins élémentaires des populations les plus vulnérables. Ces mesures passent notamment par un recensement des besoins essentiels classés au rang de priorité par les populations locales, ainsi que par un transfert des connaissances et des ressources appropriées.

Outre la mise en place rapide d'évaluations et de réponses, la stratégie adoptée consistera également à soutenir, grâce à la collecte et à l'analyse de données, un système centralisé d'alerte rapide, des services d'appui communs et des capacités de réponse d'urgence (abris, articles non alimentaires, eau, assainissement et hygiène, alimentation et santé).

Une coordination effective est essentielle. La DG ECHO soutient le programme de transformation du comité permanent interorganisations et encourage ses partenaires à démontrer leur engagement en mettant en œuvre ses objectifs, en participant à des mécanismes de coordination (par exemple, aux équipes ou aux groupes humanitaires par pays) et en consacrant des ressources au déploiement du comité permanent.

Il est attendu des partenaires qu'ils remplissent leurs obligations quant aux exigences de visibilité requises et qu'ils reconnaissent le financement de l'UE/ECHO en ligne avec les modalités contractuelles applicables.

Domaines d'intervention :

Dans le cadre des mesures financées par ce plan de mise en œuvre humanitaire, la stratégie d'intervention de la DG ECHO sera axée sur les domaines suivants:

Protection: la DG ECHO contribuera à l'assistance aux victimes de violences (y compris à caractère sexiste) et de violations des droits de l'homme dans les zones les plus touchées. Ces mesures comprennent un soutien médical et psychologique, ainsi qu'une aide juridique pour les procédures de recouvrement par les victimes de leurs pièces d'identité et de leurs biens.

Le coup d'État du 24 mars a exacerbé les affrontements intercommunautaires. Le conflit entre éleveurs et agriculteurs s'est étendu à l'ensemble de la population dans les zones frontalières du Tchad, et représente un risque majeur pour les habitants et pour la fourniture de l'assistance humanitaire. En outre, le conflit actuel attise les tensions entre communautés religieuses. La DG ECHO considère que, dans certains contextes, l'apaisement du conflit constitue un prérequis pour l'expansion de l'espace humanitaire et la prévention de nouvelles violations graves des droits de l'homme.

Par ailleurs, dans la mesure où les bénéficiaires sont particulièrement susceptibles d'être exposés à des violations des droits de l'homme après avoir reçu une assistance humanitaire, la DG ECHO demandera à ses partenaires d'intégrer la question de la protection dans l'ensemble des projets soumis pour financement. La DG ECHO soutiendra les programmes visant à tenir pleinement compte de l'aspect de la protection, à effectuer un suivi des incidents et à renforcer les interventions de sensibilisation.

Santé et alimentation: la DG ECHO aura pour principal objectif de contribuer à la fourniture de soins de santé dans les zones les plus affectées, en particulier pour les mères et leurs enfants. Compte tenu de l'intensité des événements traumatiques, il convient d'accorder une attention suffisante à la santé mentale de la population.

Avant la crise déjà, le système de santé parvenait à peine à maintenir les principaux indicateurs sanitaires à un niveau acceptable. L'effondrement des services fonctionnels existants à la suite des événements récents pourrait nécessiter une intervention ponctuelle en vue d'un redémarrage des activités ainsi que pour lutter contre la morbidité et la mortalité excessives.

La DG ECHO maintiendra ses capacités de soutien à des réponses d'urgence face aux crises sanitaires et nutritionnelles et encouragera la surveillance de la situation sur le plan alimentaire.

Du point de vue de la santé publique, l'accent doit être mis avant tout sur la maîtrise des maladies infectieuses potentiellement épidémiques (maladies pouvant être prévenues grâce aux vaccins, paludisme) et sur la continuité des autres interventions sanitaires d'importance vitale. Il est recommandé de procéder à la fourniture d'un ensemble de services de santé de base à forte incidence, y compris au niveau des communautés locales. Les «approches innovantes» qui seront adoptées en ce sens devront être convenablement documentées, afin d'en tirer les enseignements si la situation devait se représenter à l'avenir.

Des liens seront établis avec des acteurs présents à plus long terme ou œuvrant pour le développement (y compris par une coordination avec les initiatives sanitaires mondiales telles que le Fonds mondial³) pour restaurer la fourniture d'un ensemble élémentaire de services de santé primaires et secondaires. À cet égard, la DG ECHO soutient l'intégration d'une prise en charge de la sous-nutrition aiguë dans cet ensemble minimal de services de santé.

Assistance et sécurité alimentaires: l'assistance alimentaire constituera un domaine prioritaire en 2014, afin d'éviter une crise d'ampleur nationale. La DG ECHO soutiendra les projets d'assistance alimentaire accordant la priorité à l'accessibilité et à la disponibilité de la nourriture dans les zones affectées par les conflits. À cet égard, la DG ECHO envisagera la possibilité de *combiner*, lorsque c'est possible, des interventions fondées sur le marché (programmes de transfert d'espèces) et une aide alimentaire.

Un soutien à l'agriculture (accès aux semences et aux outils) sera envisagé dans les zones où les ménages peuvent accéder aux terres sans danger, afin de renforcer leurs capacités d'adaptation et d'optimiser leur accès à des moyens de subsistance, lorsque l'absence de ces derniers a été reconnue comme la principale contrainte pesant sur la sécurité alimentaire. Une assistance alimentaire visant à préserver les activités agricoles sera envisagée lorsque la faible accessibilité de la nourriture pendant les périodes critiques pour les cultures pourrait entraîner un risque élevé de chute de la production.

Des interventions ciblant les populations pastorales seront également envisagées en vue d'apaiser les conflits. Les partenaires seront encouragés à tenir compte de l'incidence de leurs interventions sur la protection.

³ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Eau, assainissement, hygiène, abris et articles non alimentaires: la DG ECHO continuera d'appuyer l'aide d'urgence fournie aux personnes déplacées, aux rapatriés et aux populations locales après la perte des équipements et de l'infrastructure de base. La DG ECHO entend soutenir les interventions intégrées liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, en veillant à leur incidence positive sur la santé publique et la subsistance.

Logistique, services communs: la DG ECHO continuera de soutenir l'accès humanitaire, en entretenant l'infrastructure routière essentielle et en finançant le service aérien humanitaire. Elle participera également aux efforts de coordination.

4. LRRD⁴, COORDINATION ET TRANSITION

1) Autres interventions de la DG ECHO

Devant le chaos et l'insécurité qui règnent depuis le coup d'État du 24 mars, la plupart des projets de développement ont été suspendus de fait pendant plusieurs mois. Dans le cadre de son budget pour 2013, l'Union européenne a entrepris de relever de manière significative son aide humanitaire (de 8 000 000 EUR à 20 000 000 EUR), notamment par un transfert de 3 000 000 EUR du FED.

Lorsque cela sera possible et souhaitable, la stratégie actuelle d'intervention sera renforcée par l'intermédiaire du plan de mise en œuvre humanitaire relatif aux épidémies.

2) Autres services/disponibilité des donateurs

L'intervention de l'Union européenne en RCA a, elle aussi, été redéfinie à la suite du coup d'État du 24 mars. Certains projets de la délégation de l'Union ont été relancés dans le Nord-Ouest, et d'autres initiatives ont également été révisées.

3) Autres interventions concomitantes de l'Union européenne

Par ailleurs, l'Union européenne a mobilisé 10 000 000 EUR dans le cadre de l'instrument de stabilité afin de financer des projets visant notamment à rétablir l'État de droit, à reconstituer des médias indépendants et à renforcer le dialogue intercommunautaire.

4) Scénarios de sortie

Aujourd'hui, compte tenu de l'urgence absolue en RCA, un scénario de sortie à court terme n'est pas vraisemblable. La stratégie retenue consiste plutôt à rechercher des synergies, et une coordination très étroite est actuellement mise en place avec les acteurs du développement, notamment avec la délégation de l'Union européenne et les services chargés du développement de la Commission européenne, afin de veiller à la complémentarité des approches humanitaires et de développement, de faire face aux conséquences de la fragilité institutionnelle en RCA et de restaurer et d'accroître la capacité de résilience de la population.

⁴ Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement